

REVUE DE PRESSE
MARS 2020

Revue de presse du 2 mars au 15 mars 2020

Moyen-Orient

- Turquie

Europe

- Frontière gréco-turque
- Union Européenne
- Allemagne
- Chypre
- Hongrie
- Slovénie
- Suisse

Moyen-Orient

Turquie

- **InfoMigrants**, le 4 mars 2020, [Vague d'agressions de Syriens en Turquie : « A chaque fois que des soldats turcs meurent en Syrie, les violences reprennent »](#)

Dans les jours qui ont suivi la mort de 33 soldats turcs, tués lors d'un raid aérien de l'aviation russe dans le nord de la Syrie le 27 février, de nombreux exilé·e·s syrien·ne·s ont été violemment agressé·e·s en Turquie. Une importante vague de racisme déferle sur le territoire turc, de nombreux ressortissants accusant les réfugié·e·s syrien·ne·s de ne pas être assez « reconnaissant·e·s » de « l'accueil offert par la Turquie » depuis le début de la guerre en Syrie. Le 29 février, suite à l'enterrement d'un militaire turc à Idleb, un groupe de ressortissant·e·s turc·que·s s'est attaqué aux commerces syriens de la ville.

Europe

Frontière gréco-turque

FOCUS : Crise politique à la frontière gréco-turque

- **Spiegel**, le 6 mars 2020, [Refugees Caught in the Middle of Turkey-EU Standoff \[EN\]](#)

Le 28 février, rompant unilatéralement l'arrangement UE-Turquie du 18 mars 2016, le gouvernement turc a ouvert ses frontières communes avec l'Union européenne. Dès le 1^{er} mars, les exilé·e·s présent·e·s sur le territoire turc ont été incité·e·s à se rendre à la frontière grecque, des centaines de bus ayant été prévus à cet effet. Suite à cela, le gouvernement grec a pris la décision de fermer sa frontière avec la Turquie et de suspendre la procédure d'asile pendant un mois. Furieuse de ne pas recevoir l'appui des pays européens dans son intervention militaire en Syrie, la Turquie a instrumentalisé la question migratoire. Les exilé·e·s ont été piégé·e·s dans un no man's land sous haute tension, au milieu des bombes assourdissantes, des canons à eau et gaz lacrymogènes utilisés par les deux pays. Cette zone a été totalement interdite d'accès aux ONG humanitaires ainsi qu'aux médias, laissant les exilé·e·s dans l'invisibilité et en proie aux plus grandes violences.

La violence des garde-côtes et garde-frontières grecs :

- **Le Huffingtonpost**, le 2 mars 2020, [En Grèce, ces garde-côtes indignent en tentant de couler un bateau de migrants](#)

Le 2 mars, une vidéo révèle que des garde-côtes grecs ont attaqué une embarcation de personnes migrantes afin de la faire couler. On y voit les garde-côtes tenter de crever l'embarcation avec une longue perche, puis tirer des coups de feu dans sa direction afin de la forcer à faire demi-tour. De nombreux·ses élu·e·s et ONG ont dénoncé ce crime. Le gouvernement grec a assuré qu'aucun coup de feu n'a été tiré par les forces de l'ordre durant cette opération.

- **Le monde**, le 4 mars 2020, [A la frontière en état de siège entre Grèce et Turquie : « Nous avons été battus, dépouillés, nous n'avons plus nos téléphones »](#)

- **Libération**, le 13 mars 2020, Que sait-on de ces photos montrant des migrants quasi nus à la frontière gréco-turque.

Depuis l'ouverture de la frontière turque fin février, il semble que lorsque des personnes migrantes parviennent à pénétrer en Grèce, elles sont violemment arrêtées et refoulées à la frontière turque. La chaîne turque TRT a diffusé de nombreuses images montrant la police grecque frapper, dépouiller de leurs affaires et refouler les personnes migrantes présentes à la frontière. D'autres photos prises sur les bords de l'Évros montrent des dizaines d'exilé·e·s en sous-vêtements le corps tuméfié, qui tentent de se réchauffer autour d'un feu. Toutes les victimes accusent les autorités grecques d'être à l'origine de ces violences. Le 4 mars, le gouvernement grec a déclaré qu'en à peine trois jours 24 000 personnes avaient tenté de pénétrer son territoire, 183 avaient été arrêtées, et 17 déjà condamnées à trois ou quatre ans de prison (pour entrée illégale ?), ainsi qu'à 10 000 euros d'amende.

L'Utilisation de balles réelles et la mort d'au moins deux exilé·e·s.

- **Keptalkingreece**, le 3 mars 2020, Greek army to continue exercises with live ammunition on aegean island [EN]
- **Libération**, le 6 mars 2020, Un réfugié syrien a-t-il été tué par des policiers grecs à la frontière gréco-turque.

Le 2 mars, des « exercices d'entraînement » militaires à balles réelles ont eu lieu pendant 24h dans la région d'Évros où des milliers d'exilé·e·s étaient rassemblé·e·s. Durant ces dits « exercices militaires » effectués par le quatrième corps de l'armée grecque, ont été utilisés des fusils, des mitrailleuses et des carabines. Dans une vidéo publiée le 5 mars 2020, le groupe de recherche Forsenic Architecture confirme que le 2 mars 2020 les autorités grecques ont tué par balles un réfugié syrien. Malgré cela le gouvernement grec a nié les faits réduits à de la « propagande turque. Le 9 mars 2020, pour la seconde fois, un homme a été tué par balles à la frontière gréco-turque. La Grèce continue de nier toute responsabilité.

- **The New York Times**, le 10 mars 2020, « We are like Animals' : Inside Greece's Secret Site for Migrants » [EN]

Le 10 mars 2020, le New York Times a révélé l'existence d'un centre secret de détention non officiel en Grèce. Ce lieu serait un espace de non-droit où les exilé·e·s seraient séquestré·e·s, avant d'être refoulé·e·s vers la Turquie en-dehors de toute procédure légale. Des centaines de personnes ayant été enfermées dans ce lieu racontent y avoir été victimes de violences et ne pas avoir eu accès à une assistance juridique. La Grèce a fermement démenti l'existence d'un tel centre¹.

Attaques fascistes de grande ampleur.

- **Le Monde**, le 2 mars 2020, « Dégagez, rentrez en Turquie ! » : à Lesbos l'arrivée des migrants déclenche la fureur des habitants
- **Libération**, le 2 mars 2020, Sur l'île de Lesbos, la colère et la haine prennent le dessus

L'arrivée de nouvelles personnes migrantes sur les îles grecques ne cesse de provoquer la colère des habitant.e.s. La tension est à son comble et certain.e.s n'hésitent plus à collaborer

¹ Reuters, le 11 mars 2020, Greece denies report of secret 'black site' for migrants near Turkish border

avec des groupuscules d'extrême droite, et à utiliser la violence physique et verbale à l'encontre des exilé·e·s. A Lesbos, un centre de transit pour migrant.e.s et l'école d'un centre d'accueil pour réfugié·e·s ont été incendiés, sans faire de victimes. Les violences envers les personnes migrantes et les travailleur·se·s humanitaires sont de plus en plus importantes. Parmi les ONG qui témoignent, l'équipage du *Mare Liberum*² explique avoir été menacé par un individu qui a tenté d'incendier leur navire, amarré au port de Skala Loutron. L'ONG a quitté celui-ci à la hâte et explique ne plus pouvoir accoster sur l'île de Lesbos du fait d'« une foule menaçante » criant « *ne les laissez pas accoster !* ». Ces attaques, loin d'être isolées, se sont intensifiées depuis plusieurs semaines et ont des conséquences dramatiques sur les exilé·e·s qui voient les organisations humanitaires quitter les îles grecques les unes après les autres, alors même qu'ils/elles sont de plus en plus vulnérables. Selon le journal français Libération, ces violences sont orchestrées par « des habitants en colère, souvent chauffés à blanc par des militants d'extrême droite » du parti néonazi Aube dorée, qui se réapproprient l'île de Lesbos depuis plusieurs mois. Le 9 mars, en empêchant une embarcation d'accoster à Lesbos, ces personnes ont provoqué la noyade d'un enfant Syrien de 4 ans.

- **Keep Talking Greece**, le 4 mars 2020, [Locals on tractors assist greek army and police along the Evros](#) [EN]

Du côté grec de la frontière, des agriculteurs au volant de leurs tracteurs ont accompagné l'armée et la police grecque dans leur chasse aux migrant.e.s. D'autres personnes se sont rassemblées au sud d'Evros avec leurs véhicules et participent elles aussi à cette chasse à l'homme, se considérant comme des « assistantes de l'armée grecque ». Selon un rapport de CNN-Greece³, le 4 mars la majorité des locaux habitant à la frontière grecque s'est mobilisée, certains munis d'armes à feu, pour empêcher les exilé·e·s d'entrer en Grèce.

La frontière avec la Bulgarie

- **Libération**, le 10 mars 2020, [Pourquoi les migrants bloqués à la frontière grecque évitent-ils la Bulgarie ?](#)

Alors qu'on estime que 35 000 personnes se sont rendues à la frontière gréco-turque depuis le début de cette crise, la frontière entre la Bulgarie et la Turquie est restée parfaitement calme. Selon le journal Libération, il y a deux raisons à cette situation. Un premier élément de réponse se trouve dans la mauvaise réputation de la Bulgarie au sein de la communauté des exilé·e·s, tant dans sa manière de les traiter (tirs à balles réelles, violences physiques, vols, emprisonnements...) que dans ses dispositifs pour les repousser (*push-back*, clôtures métalliques équipées de capteurs thermiques, détecteurs de mouvements, caméras à vision nocturne...). Un second élément de réponse est la très bonne relation qu'entretient le gouvernement bulgare avec la Turquie. En effet, depuis 2016 la Bulgarie collabore avec le président turc en renvoyant systématiquement vers la Turquie les güelenistes (membres de

² ONG qui surveille le respect des droits de l'homme en mer Egée. Site web : <https://mare-liberum.org/en/our-mission>

³CNN Greece, le 3 mars 2020, [Οδοιπορικό CNN Greece στον Έβρο: Κάτοικοι και στρατός στρατός περιπολούν στο ΔΕΛΤΑ](#) [GR]

la confrérie musulmane accusée d'avoir organisé la tentative de coup d'Etat de juillet 2016), ainsi que les personnes d'origine kurde.

- **Greek reporter**, le 10 mars 2020, [Bulgaria Floods Evros River to Prevent Storming Greek Borders.](#)[EN]

En réponse à la demande de la Grèce, la Bulgarie a ouvert, le 10 mars 2020, un barrage du fleuve Evros qui se trouve sur son territoire. L'objectif était de provoquer l'augmentation du niveau du fleuve et de rendre l'entrée sur le territoire grec encore plus difficile pour les exilé·e·s présent·e·s à la frontière gréco-turque. Augmentant les risques de noyades, cela a mis en danger la vie des personnes sur les rives de l'Evros.

L'UE, la Grèce et la Turquie

- **Le Monde**, le 3 mars 2020, [Face à l'afflux de migrants, l'UE promet « toute l'aide nécessaire » à la Grèce.](#)
- **Euronews**, le 11 mars 2020, [« L'opération frontalière de Frontex en Grèce n'a pas de base légale » après que la Grèce a suspendu la loi sur l'asile](#)

Le 2 mars, l'UE a envoyé ses hauts responsables en Turquie et en Grèce. La présidente de la Commission européenne a rappelé que l'UE se tenait « aux côtés » de la Grèce et a annoncé qu'elle lui apporterait « toute l'aide nécessaire » pour empêcher les exilé·e·s de pénétrer sur le territoire européen. L'UE a ainsi débloqué 700 millions d'euros pour « soutenir » cette dernière. Les pays européens ont également confirmé le déploiement d'une intervention rapide de l'agence Frontex à la frontière grecque. Un navire, deux patrouilleurs, deux hélicoptères, un avion, ainsi que 100 garde-frontières (en plus des 530 déjà sur place) ont été envoyés dans la zone. Cependant, de nombreux·ses expert·e·s en droit européen affirment que l'intervention de Frontex manque de base légale, la Grèce ayant suspendu sa procédure d'asile durant un mois, ce qui est contraire tant au droit international qu'au droit européen. Or, en vertu de son mandat, Frontex ne peut opérer que dans le strict respect du droit européen et des droits humains (art. 80 du Règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes⁴). Le soutien de Frontex aux opérations de refoulement par la Grèce constitue dès lors une violation indéniable du principe de non-refoulement.

- **KeptalkingGreece**, le 4 mars 2020, [Merkel gives €32MN to Erdogan, to « prevent uncontrolled Migration »](#) [EN]

Le 4 mars 2020, Angela Merkel a fait un don de 32 millions d'euros au président turc Recep Tayyip Erdogan. Cet argent doit servir à « aider les garde-côtes turcs à mettre un terme au franchissement de la frontière turque » par les exilé·e·s. Le gouvernement allemand a justifié ce « cadeau » par la défense de l'intérêt allemand qui, « en cas d'arrivée massive » d'exilé·e·s sur le territoire européen, serait, selon lui, « l'un des pays les plus impactés ».

⁴Règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 concernant le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:32019R1896>

- **RFI**, le 10 mars 2020, Migrants : pas d'accord entre les Européens et Erdogan.

Le 9 mars, le président turc a rencontré les différents dirigeants de l'UE afin de trouver une solution pour sortir de la crise politique à la frontière gréco-turque. Si la présidente de la Commission européenne s'est satisfaite d'avoir pu discuter « franchement » avec R. Tayyip Erdogan, les conclusions de cette rencontre n'ont pas donné lieu à des engagements concrets. Seule une mission a été confiée au chef de la diplomatie européenne et à son homologue turc afin de diagnostiquer l'application de l'arrangement UE/Turquie de 2016. Bien que le gouvernement turc ait réclamé davantage d'aides financières, l'UE n'a pour le moment pas répondu positivement. Un accord devrait être trouvé d'ici le 26 mars.

- **The New York Times**, le 13 Mars 2020, Turkey Step Back from Confrontation at Greek border.

Deux semaines après avoir ouvert ses frontières et poussé les exilé·e·s vers la Grèce, la Turquie a mis fin à son opération de pression. Des bus ont été réquisitionnés afin de ramener à Istanbul les exilé·e·s présent·e·s dans la zone tampon entre les deux pays. Considérant les multiples refoulements illégaux à la frontière grecque comme des refus d'entrée, les autorités grecques assurent qu'au cours de ces deux semaines aucune tentative d'entrée sur leur territoire n'a abouti. Cet épisode a montré les conséquences de l'externalisation des politiques migratoires et de l'asile à un pays non sûr tel que la Turquie.

Europe

Union Européenne

- **Le Monde**, le 3 mars 2020, Amnesty dénonce la criminalisation des actes de solidarité avec les migrants en Europe

Le 2 mars, l'ONG Amnesty international (AI) a sorti un rapport sur la criminalisation de la solidarité. AI pointe du doigt huit pays européens : la Croatie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte, la Suisse et le Royaume-Uni. L'ONG montre que ces pays ont recours à des poursuites judiciaires ainsi qu'à des « manœuvres d'intimidation, de harcèlement, et à des campagnes de dénigrement » contre des individus ou des associations qui ont aidé ou qui aident des personnes migrantes. Entre 2015 et 2018, 158 individus et 16 ONG ont été poursuivis. Cet article reprend quelques cas cités dans le rapport qui illustrent l'absurdité de ces procédures. L'article rappelle qu'en France, comme la Loi asile et immigration du 18 septembre 2018 le dispose, les personnes ayant agi « dans un but exclusivement humanitaire » ne peuvent pas être poursuivies, mais cela exclut les actions de soutien dans un cadre militant, ce qui rend vulnérables les ONG et personnes militantes.

- **Crash MSF**, le 2 mars 2020, En Libye, les oubliés

Le Centre de Réflexion sur l'Action et les Savoirs Humanitaires (CRASH) dénonce la politique européenne de collaboration avec la Libye – où règnent guerre et chaos – en matière migratoire, et le soutien de l'UE aux interceptions maritimes et aux renvois forcés des migrant.e.s en Libye. Cet appui se traduit notamment par « des financements, des formations aux garde-côtes libyens, la délégation du sauvetage aux navires commerciaux, l'intimidation des bateaux de sauvetage des ONG, et la suspension de l'Opération Sophia ». MSF dénonce

l'hypocrisie d'une UE qui se positionne contre les mauvais traitements des personnes migrantes en détention en Libye, tout en y contribuant via une étroite collaboration avec les autorités libyennes. Dans le même registre, l'ONG attire l'attention sur la responsabilité et la coopération du HCR, qui condamne les interceptions maritimes des migrant.e.s par les garde-côtes libyens sans jamais évoquer la responsabilité de l'UE et de ses Etats membres

Allemagne

- **Politico pro**, le 4 mars 2020, Angela Merkel souhaite mettre en place une « zone de sécurité » à Idlib

Dans le contexte de la situation de crise à la frontière gréco-turque Angela Merkel a relancé l'idée de création d'une « zone de sécurité sous contrôle international » pour les civils dans la région d'Idlib au nord de la Syrie (alors même que les bombardements continuent dans cette zone). Cette idée avait déjà été proposée à l'OTAN en octobre 2019, par Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre de la Défense allemande, mais avait été mise de côté du fait des « divergences de vues entre alliés ». Bien que cette idée n'a pas encore été examinée par les membres de l'OTAN, il faut se questionner sur les conséquences sur les exilé.e.s d'un tel lieu, pensé comme un nouvel outil de l'externalisation de la politique migratoire européenne.

Chypre

- **Ekathimerini**, le 4 mars 2020, Cyprus says it cannot cope with migrant influx [EN]
- **Infomigrants**, le 3 mars 2020 Bloqués à la frontière grecque, des centaines de migrants venant de Turquie arrivent à Chypre.

Alors que de nombreux exilé.e.s se retrouvent bloqué.e.s à la frontière gréco-turque, certain.e.s font le choix de se diriger vers une autre porte d'entrée en Europe : l'île de Chypre. Entre le 29 février et le 3 mars, 324 exilé.e.s sont arrivé.e.s sur le territoire chypriote. Le ministre de l'Intérieur de Chypre a attribué ce phénomène à l'ouverture des frontières turques. Après avoir rencontré le leader de la partie turque de l'île, le ministre a déclaré que la République de Chypre ne pouvait plus accueillir de « migrants économiques », accusant la Turquie d'orienter les exilé.e.s vers son territoire, il a annoncé que Chypre allait rapidement proposer une loi pour accélérer le traitement des demandes d'asile et pour expulser toutes les personnes en provenance de « pays tiers sûrs ». Le ministre a aussi confirmé son projet de construction d'un centre de détention pour les demandeurs d'asile.

Hongrie

- **La Croix**, le 4 mars 2020, Migrants et coronavirus : le nouvel amalgame des nationalistes européens

Le gouvernement de Viktor Orban accuse les personnes migrantes de contribuer à véhiculer l'épidémie de coronavirus qui touche l'ensemble du monde. Forte de ce prétexte raciste, la Hongrie a pris la décision de fermer ses deux « camps de transit » aux frontières serbes et croates et de suspendre l'enregistrement des demandes d'asile. Au moment de cette annonce, 321 personnes étaient présentes dans ces camps et aucune information n'a été communiquée sur leur libération. En revanche, le gouvernement a assuré envoyer des renforts policiers et militaires pour empêcher quiconque de pénétrer sur son territoire pour y demander l'asile. De plus en plus de pays européens prennent cette décision alors même que

rien dans la Convention de Genève ou dans la Convention européenne des droits de l'Homme n'autorise un Etat partie à suspendre sa procédure d'asile.

Slovénie

- **Associated Press**, le 4 mars 2020, [Slovenia Police find 30 migrants in sealed train wagons](#)

Le 4 Mars, 30 personnes migrantes – dont 12 enfants et une femme enceinte – ont été retrouvées par la police slovène dans un wagon de train transportant de l'argile. Ces personnes, totalement ensevelies sous l'argile, ont été découvertes dans un état de santé critique lié au manque d'oxygène. Originaires de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, elles étaient montées à bord en Serbie.

Suisse

- **Suisseinfo**, le 5 mars 2020, [L'aide aux sans-papiers reste un délit en Suisse](#)

La chambre basse du Parlement suisse a rejeté l'initiative « en finir avec le délit de solidarité », qui visait à mettre un terme à l'article 116 al. 1a de la Loi sur les étrangers et permet de poursuivre les personnes ayant « facilité l'entrée, la sortie ou le séjour illégal d'un étranger ou participe à des préparatifs dans ce but ». L'article met en avant la situation des personnes non-ressortissantes suisses : elles-mêmes en situation de vulnérabilité, elles sont condamnées à la perte de leur titre de séjour et à être expulsées lorsqu'elles font preuve de solidarité. L'association Solidarité sans frontière (SOSF) rappelle aux juges que la loi suisse leur permet toujours d'abandonner les charges ou d'acquitter les personnes faisant l'objet de poursuites pour délit de solidarité.

Revue de presse du 16 au 31 mars

Moyen Orient

- Liban

Afrique

- Tunisie

Europe

- Union européenne
- Grèce
- France
- Italie
- Malte
- Portugal

Moyen Orient

Liban

- **Foreignpolicy**, le 20 mars 2020, [You can't practice social distancing if you're a refugee](#) [EN]
- **Libération**, le 20 mars 2020, [Dans les camps de réfugiés du Liban, « tout le monde a peur du virus »](#)

Bien qu'en cette période de pandémie la distanciation sociale soit impérative, elle est un privilège auquel n'ont pas accès les exilé·e·s dans les camps. Le camp informel de la vallée de la Bekaa au Liban illustre l'impossibilité pour les exilé·e·s de se protéger du virus. La proximité entre les tentes, les quelques points d'eau potable partagés par tou·te·s, le manque d'accès aux produits d'hygiène, tout pousse à la promiscuité sans précaution possible. A l'intérieur des camps, aucun système de santé n'existe. Au Liban le virus a déjà contaminé 162 personnes et provoqué la mort de quatre d'entre elles. A quelques pas de la frontière syrienne, le coronavirus a davantage figé la vie à l'intérieur des camps du village de Sadnaye, et l'ONG libanaise Beyond n'a plus l'autorisation d'y pénétrer. Pour tenter d'empêcher la propagation du virus, elle distribue des savonnettes, des gels désinfectants et des guides explicatifs aux personnes devant les camps.

Afrique

Tunisie

- o **Inkyfada**, le 20 mars 2020, [Comment l'Europe contrôle ses frontières en Tunisie ?](#)

A travers de multiples accords, l'UE et ses États membres externalisent auprès de la Tunisie la gestion de leurs frontières et politiques migratoires. De nombreux accords entre les États membres et la Tunisie facilitent les expulsions vers ce pays et financent du matériel pour les garde-côtes tunisiens. S'y ajoutent les fonds octroyés par l'UE via les multiples programmes du cadre de « partenariat pour la mobilité »⁵. Alors que l'UE se dit « la plus transparente possible », ces programmes sont presque impossibles à retracer. Depuis 2011, l'UE a investi 2,5 milliards en Tunisie dont l'écrasante majorité provient du Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFU), qui sert principalement à sécuriser et gérer les frontières tunisiennes afin d'éviter les départs vers l'Europe. Le « programme de gestion des frontières au Maghreb » du FFU est un exemple frappant de cette externalisation, il dote de 20 millions d'euros pour

⁵Gisti, le 3 décembre 2013, Partenariat pour la mobilité UE-Tunisie – La politique d'externalisation des frontières « masquée »

<https://www.gisti.org/spip.php?article3343>

fournir de l'équipement et des formations aux garde-côtes tunisiens. Ce type de projet permet à l'UE de traiter la migration comme un sujet purement technique et d'éviter ainsi d'avoir à en assumer la dimension politique. L'article affirme que ces coopérations ont tendance à être de plus en plus informelles pour éviter d'entrer dans un processus long de ratification d'accords. Cela accroît l'opacité de la collaboration européenne avec la Tunisie car aucun document officiel ne permet d'en connaître les détails. Comme l'affirme le chercheur Camille Cassarini dans l'article, « *tout est fait pour que les acteurs tunisiens aient une grille de lecture du phénomène migratoire qui corresponde aux intérêts de l'Union européenne* ».

Europe

Union Européenne

- **Euractiv**, le 16 mars 2020, [Bruxelles crée un programme pour le retour volontaire de 5 000 migrants.](#)

La Commissaire aux Affaires Intérieures de l'UE a annoncé la mise en place d'un dispositif de « retour volontaire » pour 5 000 exilé·e·s depuis la Grèce vers leurs pays d'origine. Ce dispositif fait miroiter aux exilé·e·s la somme de 2000 euros s'ils/elles acceptent d'être renvoyé·e·s. L'UE, l'OIM et Frontex ont annoncé collaborer à la mise en place de ces renvois. Ce dispositif, à l'image du « programme d'aide au retour volontaire », n'a rien d'un « service rendu » aux exilé·e·s qui regretteraient leurs pays d'origine. Nombreuses sont les personnes migrantes qui en Grèce témoignent avoir été forcées de signer ces documents, acceptant d'être expulsées à leur insu en paraphant un document écrit en grec, non traduit. Selon l'OIM depuis 2010, 49 505 personnes ont été renvoyées via le « programme d'aide au retour volontaire ».

Pays Européens

- **The Guardian**, le 18 mars 2020, [NGOs raise alarm as coronavirus strips support from EU refugees](#) [EN]

Depuis le début de l'épidémie, le coronavirus provoque la fermeture de nombreux services de soutien aux exilé·e·s et fait chuter le nombre de bénévoles dans les camps. De nombreuses ONG se mobilisent, pour demander d'urgence aux États européens la mise en place de mesures de protection pour les exilé·e·s. En France, dans une lettre adressée au gouvernement et aux maires de Calais et Grande-Synthe, 24 ONG demandent la mise en place d'une aide d'urgence. A Calais, l'association Utopia 56 explique avoir demandé au gouvernement l'installation d'une clinique mobile à proximité des camps, mais rien n'a été fait. En Grèce des organisations ont écrit aux dirigeants de l'UE et au gouvernement grec, pour demander de soutenir les familles et les mineur·e·s arrivé·e·s au cours des dernières

semaines⁶. Dans les camps de nombreuses personnes sont dans un état de santé très fragile, et sans réaction rapide de l'UE et de ses États membres pour les protéger, la situation pourrait devenir dramatique.

- **InfoMigrants**, le 17 mars 2020, [Who will be on the list of 1,600 refugees relocated from Greece](#)

La Croatie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal, se sont engagés à accueillir 1 600 mineur·e·s non accompagné·e·s parmi « les plus vulnérables » actuellement coincés en Grèce. Le média InfoMigrants s'est intéressé à la manière dont ces mineur·e·s vont être sélectionné·e·s, et montre que les critères sont flous, non officiels et varient selon la volonté des différents États (compétences linguistiques, regroupement familial, âge, état de santé...). Selon l'UNICEF il y a actuellement 5 500 mineur·e·s isolé·e·s en Grèce, aucune précision n'a été donnée concernant le sort des 3 900 qui ne bénéficieront pas de cette relocalisation.

France

- **Courrier international**, le 22 mars 2020, [Vu d'Italie. Malgré le coronavirus, la France continue de refouler les migrants à Vintimille.](#)

En pleine pandémie, alors qu'il a pris des mesures de confinement pour l'ensemble de sa population, le gouvernement français continue de refouler les exilé·e·s vers l'Italie. Après avoir essuyé un refus d'entrer sur le territoire et passé la nuit dans un commissariat français qui servirait de zone d'attente, les personnes migrantes sont renvoyées vers l'Italie. Alors qu'elles sont expulsées vers le territoire européen le plus touché par l'épidémie de Covid-19, aucune précaution n'est prise pour les protéger d'une éventuelle contamination. Par précaution, l'Italie a cessé d'identifier et de prendre les empreintes digitales des personnes qui traversent la frontière. Plus vulnérables que jamais, les exilé·e·s sont totalement livré·e·s à eux/elles-mêmes à la frontière franco-italienne.

- **Le Monde**, le 31 mars 2020, [Coronavirus : les centres de rétention administrative se vident](#)
- **Le Monde**, le 24 mars 2020, [L'enregistrement des demandes d'asile suspendu à cause du coronavirus](#)

En France, la majorité des services d'enregistrement des demandes d'asile ont été fermés suite à l'épidémie de coronavirus. Par conséquent, il n'est désormais plus possible de déposer de demande d'asile en Ile de France, seuls quelques services encore ouverts dans le reste de

⁶ <https://reliefweb.int/report/greece/joint-open-letter-children-remain-invisible-enel>

la France (moins de dix) procèdent encore à l'enregistrement de certaines demandes. De plus, plusieurs organisations ont saisi le Conseil d'État en référé afin de réclamer la « fermeture temporaire » des centres de rétention administrative (CRA)⁷. De nombreux juges des libertés et de la détention ont remis en liberté les personnes enfermées dans ces centres. Dans toute la France, grâce à la mobilisation des ONG, ces centres se vident progressivement. Cependant certains CRA continueront de fonctionner pour maintenir en rétention des personnes faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion, d'une interdiction du territoire ou des sortants de prisons, quand bien même le délai de la mesure d'enfermement les concernant aurait expiré (constituant ainsi une double peine). Depuis le début des mesures de confinement la France n'a pas suspendu les expulsions, elle en a notamment effectué vers l'Algérie, la Roumanie, le Mali, le Sénégal la République démocratique du Congo et la Géorgie.

Grèce

- **The Guardian**, le 21 mars 2020, [Fears of catastrophe as Greece puts migrant camps into lockdown](#)

Justifiant de nouvelles mesures pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, le gouvernement grec a durci les restrictions infligées aux exilé·e·s dans les *hotspots*. Toutes les activités éducatives informelles et les activités intérieures (bibliothèque, sessions sportives...) qui étaient proposées aux exilé·e·s ont été suspendues. Certains camps ont été totalement fermés, d'autres sont fermés entre 19h et 7h (en dehors de ces horaires une seule personne par famille a l'autorisation de sortir sous surveillance policière). Seules les personnes travaillant dans ces camps sont autorisées à y entrer. Ces mesures sont injustifiées et discriminatoires puisque ce « confinement » ne s'applique qu'aux exilé·e·s : le 21 mars, les mesures d'urgence du gouvernement recommandaient simplement la distanciation sociale et interdisaient les rassemblements de masse. Ces mesures spéciales dans les camps mettent en danger la vie de celles et ceux qui y sont entassé·e·s dans des conditions sanitaires déplorable.

- **Bento**, le 20 mars 2020, [Coronavirus auf Lesbos: Wie junge Geflüchtete gegen die Krise kämpfen \[AL\]](#)

Dans le camp surpeuplé de Moria s'entassent près de 20 000 personnes. En cette période de pandémie, la vulnérabilité des exilé·e·s est démultipliée. En effet, à l'intérieur du camp toutes les conditions sont réunies pour que le virus se propage rapidement et fasse de nombreux dégâts : promiscuité, manque des structures sanitaires, manque de points d'eau, manque de savon... S'ajoute à cela le fait qu'aucune structure de soins n'est prévue dans le camp et que seul un hôpital existe à Mytilène, qui serait très vite submergé en cas d'épidémie. De plus les organisations d'aide humanitaire ont presque toutes quitté l'île à cause de la multiplication

⁷ « La rétention administrative permet de maintenir dans un lieu fermé un étranger qui fait l'objet d'une décision d'éloignement, dans l'attente de son renvoi forcé. »

des agressions fascistes dont elles ont fait l'objet. Pour éviter une situation catastrophique, un groupe de jeunes exilé·e·s, soutenu par l'ONG Stand By Me Lesbos, a fondé une équipe de sensibilisation au coronavirus au sein du camp. Ils/elles se mobilisent pour sensibiliser les exilé·e·s sur la manière dont ils/elles peuvent se protéger du virus. Le groupe placarde des affiches (faites main) qui rappellent les règles d'hygiène et de sécurité en quatre langues (farsi, arabe, anglais, français) et parcourt toute la journée le camp afin d'informer les personnes sur le danger du virus. Créé en quelques jours, le groupe compte désormais plus de 50 exilé·e·s volontaires. Avec l'aide de l'ONG Stand by Lesbos, une petite zone de production de masques de protection cousus main a été mise en place.

- **Libération**, le 18 mars 2020, Lesbos, l'autre confinement de l'Europe

Depuis plusieurs semaines, la crise à la frontière gréco-turque et la pandémie de coronavirus, ont provoqué la multiplication des violations des droits humains et du droit international sans produire de vives réactions au sein des institutions européennes. La Grèce, la Hongrie, la Belgique ont suspendu leurs procédures d'asile. La Grèce a eu recours au refoulement systématique des migrant·e·s avec le soutien de l'UE et de ses États membres qui lui ont envoyé l'aide de Frontex. Des mesures prises spécifiquement pour les îles grecques entraînent de nombreuses pratiques illégales. Au port de Mytilène, le gouvernement grec a séquestré pendant 13 jours 500 exilée·e·s dans un navire militaire, les faisant dormir à même le sol, sans possibilité de se laver et les nourrissant à peine. A Lesbos, des exilé·e·s parvenu·e·s à atteindre l'île lors de l'ouverture de la frontière turque, sont toujours bloqué·e·s sur une plage déserte, s'étant vus refuser l'accès au camps de Moria par des groupuscules fascistes. Toujours à Lesbos, des exilé·e·s ont été forcé·e·s de signer des documents rédigés en grecs – langue qu'ils ne parlent pas – sans savoir qu'ils donnaient leur accord pour leur renvoi vers la Turquie. Ni l'Union européenne, ni les dirigeants de ses États membres n'ont dénoncé ouvertement ces pratiques illégales. Cette période exceptionnelle serait-elle en train de légitimer la généralisation des violations des droits humains et du droit international ?

- **Keep Talking Greece**, le 16 mars 2020, 6 year old refugee dies in fire in Moria hotspot in Levos

Le 16 mars 2020, un incendie au sein du camp surpeuplé de Moria a provoqué la mort d'une petite fille de 6 ans. Les causes de l'incendie ne sont pas encore connues.

- **Libération**, le 25 mars 2020, En Grèce, des réfugiés enfermés de force dans un camp « coupé du monde »
- **Infomigrants**, le 16 mars 2020, Bateau à Lesbos : les migrants transférés dans un centre sur le continent

189 exilé·e·s ont été envoyé·e·s depuis l'île de Lesbos vers un « camp récemment improvisé au nord de la Grèce ». Ce camp, totalement isolé, est placé sous haute surveillance par les autorités de police. A l'intérieur se trouve une majorité de femmes et d'enfants dont six

mineurs isolés. Les conditions de vie y sont catastrophiques : pour dormir les exilé·e·s doivent s'entasser à dix sur des nattes prévues pour cinq, à même le sol. La nuit il fait très froid et avec l'arrivée de l'été la chaleur deviendra bientôt insoutenable. Construit sur le lit d'une rivière desséchée, le camp risque d'être très vite inondé en cas de pluie. Dans une lettre à leur hiérarchie, des policiers ont signalé avoir dû prendre sur leur propre nourriture pour donner aux femmes et aux enfants. Ils décrivent « un endroit inapproprié » et étouffant où les exilé·e·s sont condamné·e·s à la promiscuité et à l'isolement. Toutes ces personnes ont été forcées de signer un document écrit en grec, sans savoir qu'elles donnaient leur accord pour être expulsées vers la Turquie. Cette situation n'est pas isolée, quelques jours plus tôt, 400 personnes enfermées depuis le 4 mars dans un bateau militaire au port de Mytilène ont été déplacées vers un centre construit à la hâte à Malasaka (sur le continent grec), avec obligation de signer, sans le savoir, un renvoi vers la Turquie.

Italie

- **La Repubblica**, le 18 mars 2020, [Coronavirus, le Ong fermano le missioni di salvataggio in mare. Migranti senza più soccorsi \[IT\]](#)

Alors qu'en Méditerranée les départs d'embarcation d'exilé·e·s s'intensifient avec l'arrivée des beaux jours, l'épidémie de coronavirus oblige les navires humanitaires de sauvetage à suspendre leurs opérations. L'ONG Mediterranea explique devoir désormais compter sur le civisme des navires civils et commerciaux – quand ils sont en capacité d'intervenir – pour aider les personnes lorsqu'elles sont signalées en détresse.

Malte

- **RFI**, le 17 mars 2020, [refoulement de migrants au large de Malte redébarqués en Libye.](#)

L'ONG Alarmphone, explique avoir alerté, le 14 mars, les autorités maltaises, les garde-côtes italiens ainsi que l'agence Frontex, qu'une embarcation en détresse avec 49 personnes à son bord – dont trois enfants et une femme enceinte – se trouvait dans la zone de secours et de recherche maltaise (SAR). Piétinant le droit international de la mer – et probablement après négociation entre Frontex et les autorités maritimes tant italiennes que maltaises⁸ – l'instruction a été donnée aux garde-côtes libyens d'intercepter l'embarcation. Ces personnes ont été renvoyées à Tripoli où elles sont actuellement enfermées dans des camps de détention, au mépris des droits humains. Le week-end du 14 et 15 mars, 400 personnes ont été renvoyées à Tripoli après avoir été interceptées au large de la Libye. Selon différents communiqués d'AlarmPhone⁹, il est manifeste que les différentes autorités maritimes

⁸ AlarmPhone, le 15 mars 2020, [Returned to war and Torture : Malta and Frontex coordinate push-back to Libya \[EN\]](#)

⁹ <https://alarmphone.org/en/media-review/>

européennes laissent de plus en plus les garde-côtes libyens intervenir dans les zones SAR européennes.

Portugal

- **Courrier International**, le 29 mars 2020, [Le Portugal régularise temporairement ses immigrés pour les protéger du Covid-19](#)

Parce que l'épidémie de Covid-19 rend vulnérables les personnes en situation administrative irrégulière, le gouvernement portugais a décidé de régulariser temporairement celles qui en ont fait la demande avant l'entrée en vigueur de l'état d'urgence dans le pays. Cela leur permet d'avoir accès aux mêmes droits à la santé et aux aides financières que les citoyen-ne-s portugais-e.s. Ces mesures ont été prises afin de pallier la fermeture des services d'immigration pendant toute la période de l'état d'urgence.